L'Anarcho-Syndicaliste n°1
mai 1972
Organe des groupes Fernand PELLOUTIER

AUX ANARCHISTES...

La lettre de Fernand Pelloutier aux anarchistes intervient quelques années après les attentats de Ravachol, quelques années avant la Charte d'Amiens qui définit les principes de la première C.G.T.

Cette lettre, encore trop méconnue, ouvrait la voie à l'anarcho-syndicalisme, dans le cadre précis de la lutte des classes, seul terrain où le combat des anarchistes puisse être fécond, seule action qui puisse les élever du rang de bandits ou de philosophes à celui de révolutionnaires.

L'appel de Pelloutier fut-il entendu? Dix ans plus tard l'adoption par la C.G.T. de la Charte d'Amiens lui donnait une éclatante réponse! Les anarcho-syndicalistes et leurs compagnons qu'ils influençaient fortement forgeaient, pour la défense des intérêts des travailleurs, un solide outil dont l'originalité s'est maintenue au sein du mouvement ouvrier international.

Depuis lors, cet outil n'a pas toujours été utilisé comme nous l'aurions voulu; il est passé en d'autres mains. Le fait est que la majorité des ouvriers français n'est pas en temps habituel anarcho-syndicaliste. C'est fort dommage; mais pourvu qu'ils sachent, comme au moment du double NON de 1969, se retrouver assez déterminés et assez nombreux, face aux adversaires de classe, pour défendre l'outil, le syndicat, aujourd'hui l'objet d'assauts sans précédent.

La nouveauté n'est pas tellement la volonté affirmée par une fraction de la bourgeoisie de refuser aux travailleurs le droit - reconnu de jure par la loi du 11.02.50 - de défendre des intérêts particuliers par le moyen de leurs organisations particulières. La nouveauté, du moins pour la France, c'est l'assise populiste sur laquelle cette opération cherche appui.

Ainsi, les intérêts de classe des travailleurs seraient remplacés par ceux de la communauté, communauté nationale, communauté régionale, communauté d'entreprise "autogérée", et même communauté de quartier ... Les promoteurs de cette "nouvelle société", dont les grandes lignes furent tracées par l'Eglise depuis *Rerum Novarum*, ne gravitent pas seulement dans l'entourage de Chaban-Delmas et de son conseiller politique M. Jacques DELORS, militant C.F.D.T.!

Au nom du socialisme, ils se sont engouffrés derrière Mitterand et Descamps au nouveau Parti Socialiste national. Au nom de le révolution et parfois de l'anarchie, ils animent les groupes gauchistes qui passent maintenant du dénigrement théorique de l'institution syndicale au saccage de locaux syndicaux.

Dans ce contexte, le courant anarcho-syndicaliste qui milite dans les syndicats depuis leur création, renouvelle l'appel aux anarchistes pour qu'ils se regroupent dans les syndicats et autour de ce bulletin afin de défendre les intérêts de leur classe contre tous ces "modernistes" médiévaux qui, affublés des oripeaux de Léon XIII et de Jean XXIII s'affairent à détruire nos organisations.

TOUJOURS JEUNE ET FRAICHE...

En 1949, j'ai demandé à Pierre Monatte de me procurer la *"Lettre aux Anarchistes".*

En réalité, il s'agissait de la préface au compte-rendu par Fernand Pelloutier du congrès général du Parti Socialiste Français de 1899!

Pierre MONATTE prit la peine de recopier à la main le "lettre aux anarchistes". Il me l'adressa avec la lettre que nous publions ci-dessous.

Depuis 1949, presque un quart de siècle s'est écoulé... Que nos camarades relisent attentivement la

lettre aux anarchistes et ils retrouveront tous les problèmes avec lesquels aujourd'hui encore ils sont confrontés.

Comme en 1949, en 1972, la lettre aux anarchistes "demeure toujours fraîche et jeune".

Alexandre HEBERT.

Mardi 29/3/49,

Mon cher Hébert,

Dimanche,à la réunion des abonnés de la R.P., un copain que j'avais pressenti m'a passé, son exemplaire du C.R. de Pelloutier.

Tu vois, je n'ai pas perdu de temps, pour te faire la copie promise de la lettre aux anarchistes. Elle a peut-être vieilli. Pour moi elle demeure toujours fraîche et jeune. Je serais content si elle gardait pour toi un peu d'intérêt.

Bonne poignée de main.

Pierre MONATTE.

LETTRE AUX ANARCHISTES (1)

12 décembre 1899 par Fernand PELLOUTIER.

Je serai bref: l'espace m'est mesuré et d'ailleurs les paroles que je vais dire trouvent une illustration parfaite en la personne de propagandiste comme Malatesta, qui savent si bien unir à une passion révolutionnaire indomptable, l'organisation méthodique du prolétariat.

J'estime que le résultat du congrès socialiste nous trace de nouveaux devoirs. Nous avons jusqu'ici, nous anarchistes, mené, ce que j'appellerai, la propagande pratique (par opposition avec la propagande purement théorique de Grave) sans l'ombre d'une unité de vue. La plupart d'entre nous ont papillonné de méthode en méthode, sans grande réflexion préalable et sans esprit de suite, au hasard des circonstances. Tel qui, la veille, avait traité d'art, conférençait aujourd'hui sur l'action économique et méditait pour le lendemain une campagne antimilitariste. Très peu, après s'être tracé systématiquement une règle de conduite, surent s'y tenir et, par la continuité de l'effort, obtenir dans une direction déterminée le maximum de résultats sensibles et précieux. Aussi, à notre propagande par l'écriture, qui est merveilleuse et dont nulle collectivité - si ce n'est la collectivité chrétienne à l'aube de notre ère - n'offre un pareil modèle, ne pouvons nous opposer qu'une propagande agie des plus médiocres, et c'est d'autant plus regrettable que, par la solidarité même de sa foi morale et économique - aussi éloigné du matérialiste marxiste que le naturaliste Zola est éloigné de celui d'Armand Silvestre - l'anarchiste a des ressources d'énergie et une ardeur prosélytique pour ainsi dire inépuisable.

Ce que je demande donc, c'est (non pas certes l'unité de pensée, telle même qu'elle pourrait résulter d'une conférence semblable à celle que nous tînmes à Londres en 1896), mais le choix ferme par chacun de nous, à la lumière de sa propre conscience, d'un mode de propagande et la résolution non moins ferme d'y consacrer toute la force qui lui a été départie.

La caractéristique du congrès socialiste a été l'absence totale des syndicats ouvriers. Cette absence a frappé tout le monde, et moi-même, bien que connaissant l'horreur professée depuis longtemps par les syndicats à l'égard des sectes politiques, j'ai été surpris, je l'avoue, du petit nombre qu'il y en avait à ce «premier» congrès général du Parti Socialiste. Cette absence fut le résultat d'un état d'esprit où il entre assurément beaucoup de scepticisme (je ne dis pas d'indifférence) à l'endroit de l'action parlementaire. Les syndicats ne croient plus que médiocrement à l'efficacité et, par conséquent, à l'utilité des réformes partielles, qu'elles soient d'ordre politique ou d'ordre économique, et ils croient encore moins à la sincérité des parlementaires: cela paraîtra particulièrement évident si l'on songe qu'après avoir témoigné, en termes parfois très chaleureux, leur reconnaissance pour les décrets du citoyen Millerand, ils ne crurent pourtant

(1) Préface au compte-rendu par Fernand Pelloutier du Congrès Général du Parti Socialiste français (3-8 décembre 1899), pages III à IX Edit. Stock, 1900.

pas devoir se rendre au congrès où devait s'instruire le procès et s'opérer peut-être l'exécution du même citoyen Millerand.

Mais ne nous leurrons pas: il entre aussi dans l'état d'esprit des syndicats, ou plutôt il y entrait encore à la veille du congrès, la crainte, je pourrais même dire la certitude que, comme tous les congrès où les socialistes ont agité des problèmes et des passions politique, celui-ci verrait naître entre les diverses fractions présentes, et à la suite de querelles abominables (qui, d'ailleurs, n'ont pas manqué d'éclater), une nouvelle et irréparable rupture. On ne pouvait pas admettre qu'où se trouvaient et le «Torquamada en lorgnon» et l'aspirant- fusilleur d'anarchistes, et Lafargue et Zévaès, il n'y eût pas tentatives de chantage, extorsions de votes, pratiques d'une délicatesse douteuse et, si cela ne suffisait pas, retraite en bon ordre. Or, contrairement à toutes les prévisions, le congrès de 1899 a réalisé, sinon l'union, au moins l'Unité socialiste. Tel était devenu le désir de la foule de ne plus voir ses efforts pour l'émancipation contrariés, souvent brisés par les compétitions des chefs socialistes, que ceux-ci ont compris enfin la nécessité de se soumettre et se sont soumis. Nous savons l'enthousiasme, un peu puéril, avec lequel a été accueillie cette unité de nombre - à laquelle nous préférons, nous anarchistes, l'unité d'aspiration, mille fois plus puissante. Je crains donc qu'un enthousiasme pareil ne s'empare également des syndicats et ne détermine une partie d'eux à se remettre inconsidérément sous le joug politicien.

On objectera peut-être que l'unité née de ce congrès est artificielle et précaire. Je l'ai cru, moi aussi, tout d'abord, je ne le crois plus aujourd'hui. Sans doute, le parti ouvrier français, celui dont l'existence nous est si précieuse qu'il faudrait l'inventer s'il n'existait pas, tant sa morgue et son outrecuidance rendent haïssable à la masse corporative le socialiste politique, le Parti ouvrier français a su se faire, dans le Comité général du Parti, une place enviable et il s'efforcera, nul ne le conteste, d'y régner en maître, jouant de sa force numérique et de ses menaces de scission comme Jules Guérin naguère du dossier Félix Faure. Mais Jaurès se lassera bien un jour d'être dupe; mais tel et tel que je sais feront peut-être, quelque soir, sur le dos des guesdistes, un solennel 18 brumaire; mais - et surtout - les Fédérations départementales autonomes auxquelles guesdistes et blanquistes ont bien imprudemment accordé une grande place, finiront par absorber le Comité général, après avoir émasculé, en les abandonnant le P.O.F. et le P.S.R. dont elles sont aujourd'hui la substance. Il est vrai qu'alors le Comité du Parti socialiste sera imprégné d'un esprit fédéraliste actuellement inconnu et qu'au lieu de trouver en lui la haine aveugle dont nous honorent les jacobins et les terroristes (en chambre), nous trouverons des gens sympathiques à la partie essentielle de notre doctrine: la libération intégrale de l'humanité. Mais le Parti socialiste ne sera pas seulement encore un parti parlementaire paralysant l'énergie et l'esprit d'initiatives que nous cherchons à inspirer aux groupes corporatifs, il sera de plus en plus un parti contre-révolutionnaire, trompant l'appétit populaire par des réformes anodines, et les associations corporatives renonçant à l'abominable activité qui, en dix années, les a pourvues de tant d'institutions dues à elles-mêmes et à elles seules, se confieront encore aux irréalisables promesses de la politique. Cette perspective est- elle pour nous plaire?

Actuellement, notre situation dans le monde socialiste est celle-ci: Proscrits du «Parti» parce que, non moins révolutionnaires que Vaillant et que Guesde, aussi résolument partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas: des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants de la culture de soi-même.

Accueillis, au contraire, à raison même de ces sentiments, par le «Parti» corporatif qui nous a vus dévoués à l'œuvre économique, purs de toute ambition, prodigues de nos forces, prêts à payer de nos personnes sur tous les champs de bataille, et après avoir rossé la police, bafoué l'armée, reprennent, impassibles, la besogne syndicale, obscure mais féconde.

Eh bien, cette situation, sachons la conserver; et pour la conserver, consentons, ceux d'entre nous qui, à l'instar des collectivistes, considèrent l'agglomération syndicale et coopérative d'un œil défiant, à respecter; et les autres, ceux qui croient à la mission révolutionnaire du prolétariat éclairé, à poursuivre plus activement, plus méthodiquement et plus obstinément que jamais, l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres.

Je ne propose pas, on le voit, ni une méthode nouvelle, ni un assentiment unanime à cette méthode. Je crois seulement, en premier lieu, que, pour hâter la «révolution sociale» et faire que le prolétariat soit en état d'en tirer tout le profit désirable, nous devons, non seulement prêcher aux quatre coins de l'horizon le

gouvernement de soi par soi-même, mais encore prouver expérimentalement à la foule ouvrière au sein de ses propres institutions, qu'un tel gouvernement est possible, et aussi l'armer, en l'instruisant de la nécessité de la révolution, contre les suggestions énervantes du capitalisme.

Je demande, en second lieu, à ceux qui, comme nos camarades de *l'Homme Libre*, pensent autrement que nous sur l'avenir des unions ouvrières, la neutralité bienveillante à laquelle nous avons droit, et toute la ténacité et toute l'ardeur dont ils sont capables à ceux qui admettent, dans des proportions diverses, l'utilité de l'organisation syndicale.

Les syndicats ont depuis quelques années une ambition très haute et très noble. Ils croient avoir une mission sociale à remplir et, au lieu de se considérer soit comme de purs instruments de résistance à la dépression économique, soit comme de simples cadres de l'armée révolutionnaire, ils prétendent, en outre, semer dans la société capitaliste même le germe des troupes libres de producteurs par qui semble devoir se réaliser notre conception communiste et anarchiste. Devons-nous donc, en nous abstenant de coopérer à leur tâche, courir le risque qu'un jour les difficultés ne les découragent et qu'ils ne se rejettent dans les bras de la politique.

Tel est le problème que je soumets à l'examen des camarades, avec l'espoir que ceux qui l'auront résolu dans le même sens que moi, n'épargneront plus leur temps ni leurs forces pour aider à l'affranchissement des esprits et des corps.

VIVE LA CONSCIENCE PROFESSIONNELLE...

Depuis Mai 68, le gouvernaient tente de mettre en place une nouvelle réforme de l'enseignement pompeusement baptisée *"La Rénovation Pédagogique"*.

La grande majorité des instituteurs a compris que derrière le vernis des mots la bourgeoisie essayait en fait d'instaurer un enseignement au rabais qui ne ferait qu'aggraver le niveau des élèves .

Cependant, *la Rénovation Pédagogique* a jeté la confusion et troublé certains "esprits" mais on ne peut confondre le joyeux laisser aller qu'elle a parfois engendré avec la pédagogie des camarades de l'école moderne, et d'ailleurs pratiquée par de véritables pédagogues qui n'ont pas attendu des directives ministérielles pour "moderniser" leur enseignement sans le dévaluer.

Avec les redoutables alliés que sont les classes trop chargées et l'inattention croissante des élèves, la *Rénovation Pédagogique* contribue à faire baisser régulièrement le niveau général. A ce rythme, les enfants seront bientôt capables d'ânonner au cours moyen deuxième année et de taille à compter les cent premiers nombres pour entrer en sixième.

Tout cela avec la complicité consciente ou inconsciente de certains qui, prenant dans la *Rénovation Pédagogique* ce qui les intéresse, laissent libre cours à leur dilletantisme.

Les exemples ne manquent pas. Contentons-nous de parler des récréations. Est-il faux que dans certains groupes scolaires elles durent une demi-heure, trois quarts d'heure au lieu du quart d'heure réglementaire ? Faux aussi qu'on entende sur la cour des enseignants dire qu'une fois le portail passé, ils ne connaissent plus le nom de leurs élèves?

Ce qui est plus grave, c'est que d'autres, des idéologues ceux-là, laissent les récréations se prolonger au nom de la liberté et de la non-directivité, s'alliant ainsi aux éléments les plus réactionnaires de l'enseignement .

Tout cela c'est dans la cour, il reste la classe ...

Il ne s'agit pas de nous substituer à l'administration et de nous transformer en censeurs. Sans doute ces cas sont-ils isolés et la majorité des instituteurs fait-elle scrupuleusement son travail, il n'empêche qu'ils retètent un état d'esprit où petits bourgeois et certains gauchistes se rejoignent sur le terrain du dilletantisme.

La convergence est encore plus profonde et les gens aux grandes idées sur la fin de l'école, l'instituteur-

flic, apportent de fait leur soutien à la bourgeoisie qui vise au démantèlement de l'Ecole et à l'analphabétisation de la classe ouvrière. C'est ce que nous voulons dénoncer.

Les mots d'ordre gauchistes, le dilletantisme petit bourgeois et l'orientation bourgeoise convergent et risquent de porter un coup fatal à l'Ecole et par là, n'en déplaise aux idéologues, à la classe ouvrière dans son ensemble. Les enseignants ne l'accepteront pas!

Lors d'une conférence pédagogique, un Inspecteur déclare qu'il serait possible que des instituteurs se réunissent dans le bureau du directeur (pourquoi là?) pour parler pédagogie (pourquoi ça?) pendant que les enfants s'ébattent sans surveillance sur la cour. Pour certains pourtant, un obstacle demeure: il nous faut nous débarrasser de "cette notion vieillotte-et dessuète de responsabilité".

Le maître-mot est lâché. Chez les enseignants la notion de responsabilité est encore trop ancrée et demeure un obstacle fondamental à l'application des directives gouvernementales. Ils ont conscience qu'ils doivent apporter autre chose que du vent aux enfants qui leur sont confiés, et que le progrès reste toujours d'apprendre "à lire, écrire et compter" aux enfants de la classe ouvrière (les autres auront toujours un précepteur).

Petit à petit, en leur enlevant tout dignité, au nom du modernisme, on essaye de leur faire perdre ces notions dépassées, et d'instituteurs ils deviendront animateurs, devenant à l'enseignement ce qu'est Guy Lux à la culture.

Il est de bon ton dans certains milieux de mépriser le savoir livresque, voire le savoir, il n'empêche que je préfère le maître réactionnaire qui m'a appris à lire au néo-révolutionnaire et au petit bourgeois qui ne le fait pas. Nous vivons un monde décadent où cent fois les valeurs méritent d'être bafouées, il en est une pourtant dont nous ne pouvons nous passer la dignité.

Dans l'enseignement, plus qu'ailleurs peut-être, la dignité commence par la conscience professionnelle et la conscience de ses responsabilités sans elles il n'est pas de combat possible et on se met qu'on le veuille ou non du côté de l'oppresseur.

Bernard BOLZER - avril 1972

L'AUTO-GESTION?

Dans certains milieux "de gauche" il est devenu de bon ton de bavarder sur l'auto-gestion. Mais qu'en est-il exactement?

Interrogé par France Observateur, Edmond Maire, le nouveau pape de la nouvelle religion s'en est expliqué... Le moins qu'on en puisse dire est que ses explications manquent, pour le moins, de clarté.

Qu'on en juge:

QUESTION - Pour bon nombre de gens, la C.F.D.T., c'est un syndicat qui est passé du catholicisme à l'auto-gestion. Qu'entendez-vous , aujourd'hui, par autogestion!

E.M. - L'autogestion, c'est deux choses à la fois. La première choque d'ordinaire les gens rationnels - je ne sais pas si MARCHAIS est rationnel, c'est une autre histoire! C'est d'abord une dynamique: dynamique de la responsabilité et de l'association, le fait qu'ensemble on s'associe. Cette dynamique est valable dès aujourd'hui: la marche à l'autogestion, on le dit souvent, commence aujourd'hui. C'est une démarche dont le but est d'inverser les fondements du pouvoir, de l'autorité.

On remarquera le coup de patte aux rationnalistes. En dépit de l'ambiguïté voulue de la question de France Observateur, Edmond Maire demeure bel et bien fidèle à ses origines.

Mais Edmond Maire veut *"inverser les fondements du pouvoir et de l'autorité"*. Autrement dit: *Vox Populi Vox Dei.*

Si je comprends bien, notre Sainte Mère l'Eglise a définitivement renonçé aux Saintes huiles de Reims qui, autrefois, conféraient aux *"40 rois qui firent la France"* le caractère de monarque de droit divin. Il faut dire, qu'en la matière, Edmond Maire retarde un peu. Il y a bientôt deux siècles que, pour son compte, la bourgeoisie française a réglé ce problème!

Mais il faut le rappeler pour le catholique Edmond Maire, tout pouvoir, toute autorité vient de Dieu. Alors, Saintes huiles, suffrage universel, autogestion, ne sont finalement que péripéties. La véritable question, celle qu'Edmond Maire et ses pareils se gardent bien de poser est la suivante:

Quel pouvoir? Quelle société? au bénéfice de qui?

Mais je m'aperçois que je deviens injuste. Edmond Maire, toujours à l'intention des prolétaires de France Observateur a bien voulu "préciser" sa-pensée. Ensuite, dit-il:

Il faut traduire cette dynamique en structures économiques, politique et autres, et la difficulté commence, car définir parfaitement une structure d'autogestion serait précisément nier l'autogestion.

Au premier principe, qui est celui de l'autogestion de l'entreprise, doit venir s'ajouter celui de l'autogestion de la société. Ces deux principes seront pendant très longtemps - toujours peut-être - contradictoires. En effet, l'autogestion de l'entreprise est limitée à un certain nombre de grandes orientations déterminées par l'autogestion sociale ou, disons, la planification démocratique: l'autonomie collective de l'entreprise n'existe que dans les limites définies par tous comme étant celles que devait donner la société dans son ensemble...

Et voilà... Nous retrouvons la planification démocratique que le brave Gilbert Declercq croyait naïvement avoir inventé mais qui, en réalité, fut conçue et popularisée par les révérends Pères dominicains d'*Economie et Humanisme.* Il faut dire, n'en déplaise aux enfants de coeur de la C.F.D.T., que les bons pères qui sont, comme chacun sait, experts en *publics relations*, s'étaient dès 1945, inquiétés du discrédit dans lequel était tombé le "corporatisme" que la hiérarchie catholique avait soutenu chez Mussolini et qu'elle continue de soutenir chez Salazar et chez Franco.

Il urgeait donc de rénover le vocabulaire, c'est-à-dire, selon un truc vieux comme le monde changer le mot en conservant la chose. Ainsi fut inventée la "planification démocratique" reposant sur "l'autogestion".

Mais pour les esprits curieux qui examinent attentivement la chose, il saute aux yeux qu'entre la *Charte du travail* de Pétain, le projet gaulliste de régionalisation et les thèses de la C.F.D.T. les ressemblances sont plus que fortuites.

Mais qu'on se rassura, nous aurons l'occasion de revenir sur ce problème. Nous avons rassemblé une énorme documentation. Nous la publierons en temps utile.

L'anarcho-syndicalisme a l'ambition de contribuer à démasquer tous ces faux socialistes et faux anarchistes, mystificateurs, fabriqués dans les officines de "l'action catholique" dont l'objectif avoué ou inavoué demeure la destruction du mouvement ouvrier organisé, l'abolition des droits et franchises que la classe ouvrière, notre classe, a conquis contre eux. Nous sommes tout à fait conscients que c'est une tâche longue et difficile, raison de plus pour l'entreprendre et la poursuivre ... jusqu'à son terme.

Alexandre HEBERT.

Correspondance:

Bernard BOLZER
Ecole publique - 12 rue des Réformes - NANTES
C.C.P.: n° 3780-61 NANTES